



DES VOEUX ET DES ESPOIRS POUR 2026

En ce début d'année, nous adressons nos meilleurs vœux de santé, de fraternité et de solidarité à chacune et chacun pour que 2026 nous soit la plus heureuse dans nos combats et nos espoirs de victoire, avec la conviction profonde que ces mots ne soient pas de simples formules, mais des engagements à faire vivre concrètement dans nos villes, nos quartiers et nos villages. La santé, d'abord, comme bien commun, trop souvent fragilisé par les logiques marchandes, les déserts médicaux et les inégalités sociales. La fraternité, ensuite, qui refuse les divisions, les replis identitaires et les concurrences stériles, pour affirmer que notre force collective réside dans la dignité et le respect. La solidarité, enfin, qui est le cœur battant d'une société juste, attentive à l'égalité d'accès aux droits et soucieuse de l'intérêt général.

Ces vœux prennent un sens particulier dans un contexte marqué par des crises multiples : sociale, démocratique, environnementale et géopolitique. Face à la vie chère, à la précarisation du travail, à la crise du logement, aux atteintes répétées aux services publics, notre responsabilité politique est immense. Elle l'est d'autant plus au niveau local, là où se jouent concrètement les conditions de vie de nos concitoyennes et concitoyens. La politique sociale n'est pas une option : elle est une nécessité. Elle suppose des communes engagées pour l'accès au logement digne, pour des cantines scolaires de qualité, pour la culture, le sport, l'éducation populaire, pour des services publics de proximité renforcés et accessibles à toutes et tous.

La question environnementale est indissociable de la question sociale. La transition écologique doit être juste, planifiée, démocratique, et portée par la puissance publique. C'est toute la portée de notre plan pour le climat : Empreinte 2050. Les collectivités locales ont un rôle majeur à jouer : développement des transports publics, rénovation énergétique des bâtiments, préservation des espaces naturels, soutien à une agriculture paysanne et locale, ... C'est en articulant écologie et progrès social que nous construirons une société vivable et heureuse. Mais ces questions ne pourront pas réellement être mises en œuvre tant que le monde du travail et de la création, créateurs de richesse ne s'appropriera pas les moyens de production, ni les ressources ni les fruits du travail en levant toutes les formes de dominations liées à l'exploitation capitaliste.

À l'horizon des municipales des 15 et 22 mars prochains, ces enjeux appellent des choix clairs et courageux. Les communes sont des lieux de résistance mais aussi d'invention. Elles doivent être des remparts contre les politiques d'austérité, contre la marchandisation du vivant et contre la montée des idées de haine. Elles doivent surtout être des laboratoires d'espoir, où s'expérimentent des politiques publiques au service du plus grand nombre, en associant les habitantes et habitants aux décisions qui les concernent. La démocratie locale doit être revitalisée, participative, transparente, pour redonner confiance et pouvoir d'agir à la population.

Dans un monde traversé par les conflits armés, les génocides, le kidnapping de Maduro et Cilia Flores et toutes les tensions internationales alimentées par Trump, notre engagement pour la paix est plus que jamais d'actualité. Nous pensons aux peuples Palestiniens, Kurdes, du Yémen, de la Syrie, du Soudan, de la Somalie, du Congo, du Caucase, du Cachemire, en Birmanie, en Ukraine, au Sahel, au Sahara occidental, au Venezuela, aux caraïbes, au Groenland... Mais, la paix n'est pas seulement l'absence de guerre, elle est un combat politique, diplomatique et humaniste. Elle passe par la coopération entre les peuples, le respect du droit

international, le désarmement, et la justice sociale. Les expériences de sortie du capitalisme se heurtent principalement au capitalisme lui-même et à son sauvageon Trump. Ces expériences populaires sont donc difficiles et fragiles, mais indispensables pour mettre en œuvre du commun et de la dignité sur une planète vivable.

Le droit international doit être la seule boussole. Et pour se faire, nous devons sortir de l'OTAN en la remettant en cause et dans le même mouvement, réformer l'ONU, en particulier le droit de veto du conseil de sécurité contraire au droit international.

Vincent BENOIST, secrétaire départemental

AGENDA

7 février 9h-17h

Formation / histoire de l'AS à la FD

8 mars

Mournée internationale de défense des droits des femmes

15-22 mars

Municipales

40^e Congrès du PCF

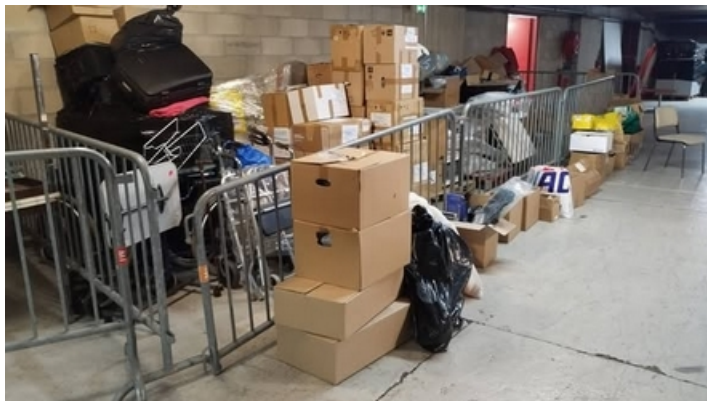
Site national des contributions

<https://congres2026.pcf.fr>

SOLIDARITÉ CUBA



Depuis un an, notre fédération contribue à l'envoi de médicaments et de matériels médicaux à Cuba. Nous en avons récupérés près de 4 M3 grâce à plusieurs camarades et sympathisant.e.s. C'est notre apport avec d'autres fédérations du PCF pour Cuba.



Cuba subit un embargo terrible des Etats-Unis depuis le 3 février 1962, 64 ans à quelques jours près. Quel que soit le Président des USA, la pression colonialiste et monétaire américaine sur les ressources ne faiblit pas et met en grande souffrance de nombreux peuples qui veulent une autre relation entre les femmes et les hommes, une autre relation entre l'humanité, le vivant et la biodiversité, une autre relation avec l'argent et les ressources de la terre.

Le premier container est arrivé ! Le matériel médical a été distribué à l'hôpital Calixto García de La Havane. Le blocus étouffe Cuba, et notre solidarité doit grandir. Nous augmentons maintenant d'échelle !

□ Aux côtés de nombreux partenaires syndicaux et associatifs, nous nous mobilisons plus que jamais pour :

✓ Envoyer de nouveaux containers de matériel vital.

✓ Briser le silence et convaincre qu'il est temps d'en finir avec ce blocus inhumain.

Cette première victoire est collective. La prochaine aussi. Nous avons besoin de vous pour continuer.

□ Faites un don, partagez, mobilisez : <https://uncontainerpourcuba.fr/>



40e CONGRÈS

Le 40ème congrès du Parti communiste français qui se déroulera à Lille du 4 au 6 juillet, s'inscrit dans cette période décisive. Notre congrès départemental se tiendra quinze jours plus tôt, le week-end du 20 juin.

Il est un moment de débats, de bilans et de perspectives, pour renforcer un parti utile, populaire et combatif, fidèle à son histoire et tourné vers l'avenir. Un parti qui assume pleinement son rôle dans les luttes sociales, écologiques et démocratiques, et qui travaille au rassemblement le plus large pour transformer la société.

Ce congrès doit permettre de porter une ambition claire : remettre l'humain, le travail et la planète au cœur de toutes les décisions politiques. Les 38è et 39è congrès de notre parti s'étaient donnés l'ambition de sortir notre parti du clair/obscur médiatique et électoral pour gagner les jours heureux.

Si notre parti a retrouvé un peu de place dans le paysage médiatique, un bilan rigoureux s'impose également pour nous fixer des objectifs crédibles et précis, inscrits dans une démarche stratégique collective et accompagnés de moyens partagés de suivi et de mise en œuvre pour redonner de la visibilité et de la lisibilité à notre choix de société.

Au-delà du travail d'organisation, ce 40e Congrès devra être l'occasion d'un bilan politique de l'action engagée depuis le précédent Congrès. La vulgarisation et la diffusion de notre visée communiste se heurtent aussi à d'autres réalités, celle de notre renforcement, celle d'une gauche accompagnatrice du capital et clivée, celle de la puissance de l'argent, de leurs médias et des réseaux, celle du monde du travail attaqué de toute part.

Agenda

28 & 29 mars •

Adoption du projet de base commune du Congrès par le Conseil National et installation de la commission des candidatures

3 mai •

Date limite de dépôt des textes alternatifs

6 & 7 juin •

Vote des communistes pour le choix de la base commune

13 & 14 juin •

Congrès de section

20 & 21 juin •

Congrès départementaux

4, 5 & 6 juillet •

40ème congrès

Le conseil départemental du 4 février a adopté à l'unanimité la commission des textes et transparence des débats : Laurence Fabert, Remi Fourche, Isabelle Nondier, et Alexandre Valente

Concernant la commission départementale des candidatures, chaque section doit proposer ou moins un ou une membre pour cette commission. Elle sera chargée de proposer les camarades pour le prochain conseil départemental sur la base de critères et de parité. Quels sont les critères essentiels dans sa constitution et son nombre ? Le conseil départemental propose à partir des remontées de chaque section que cette commission se mette en place fin mars à la suite de son adoption lors du conseil départemental de fin mars.

Le conseil départemental lance un appel à candidature à l'ensemble des adhérent.e.s à jour de leur cotisation pour la constitution du futur conseil départemental.

Marianne MARGATÉ, notre sénatrice militante



Alors que nous avons une opportunité historique de sortir enfin les Accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) de la précarité en leur accordant un véritable statut de fonctionnaire de catégorie B, le résultat est une douche froide : la majorité de droite a voté CONTRE.

C'est un message terrible envoyé à ces professionnels essentiels et aux familles.

La réalité, nous la connaissons tous :

- **Des temps partiels subis et des salaires de misère (souvent moins de 1000€/mois).**
- Des travailleuses (souvent des femmes) contraintes de cumuler les "petits boulots" le soir pour survivre.
- **50 000 élèves en situation de handicap qui attendaient un accompagnant à la rentrée dernière.**

Face à cette urgence sociale et humaine, qu'a répondu la majorité de droite ? Pour justifier ce **vote CONTRE**, elle nous a parlé de "coût". 4 milliards d'euros, disent-ils.

Je m'indigne de cette **comptabilité cynique**. Quand il s'agit de faire des cadeaux fiscaux aux plus riches, l'argent magique existe. Mais quand il s'agit de garantir la dignité de ceux qui permettent l'école inclusive, **on sort la calculatrice pour dire "non"**.

Refuser ce statut, c'est choisir de maintenir la précarité. C'est refuser de rendre ce métier attractif alors que nous manquons cruellement de bras. C'est, in fine, **abandonner les enfants en situation de handicap et leurs familles.**

Je le dis fermement : **l'inclusion ne doit pas être une variable d'ajustement budgétaire.** Les AESH sont des piliers de notre École républicaine. Ils méritent **la reconnaissance, la formation et un salaire digne**, pas l'aumône.

Au côté de mon groupe et des syndicats, **je ne lâcherai rien. Le combat pour un véritable statut continue.**

Cliquez sur l'image du Fil Info pour accéder à l'ensemble de son actualité